

La gauche française à la veille des européennes Le temps des crises

Francis Sitel

« *La connaissance tue l'action ;
pour agir il faut être enveloppé du voile de l'illusion.* »
Nietzsche

LE MOUVEMENT OUVRIER fut longtemps animé de grands rêves : le socialisme, la révolution, le bonheur pour tous... La gauche, aujourd'hui, offre le spectacle d'une désolation génératrice d'impuissance, sans que cet évanouissement des illusions apparaisse, hélas, être le prix de la connaissance.

Etrange scène politique, en effet, que celle où s'agite la gauche française à la jointure des années 2008 et 2009, lorsque quasiment tous les partis de gauche – PS, PC, PG (Parti de gauche), LCR/NPA (Nouveau parti anticapitaliste)... – tenaient congrès.

Leurs débats ont témoigné de la conscience progressive que la crise est là, une grande crise systémique à l'image de celle des années 1930, donc grosse de bouleversements d'une ampleur non mesurable. Pourtant, comment ne pas voir que celle-ci demeure pour une bonne part séparée des soucis les plus prégnants, liés à l'échéance – lointaine sinon dérisoire – de l'élection présidentielle de 2012 ?

Pour le PS, durement tenaillé par les ambitions de Ségolène Royal, la question s'est trouvée posée d'un possible éclatement, que seule une réconciliation de façade est ensuite venue écarter. Quant au PC, après la période d'introspection « sans tabou » promise après le sévère échec de la présidentielle, la fonction du congrès paraît avoir été d'écarter la tentation du dépassement au profit du repli. Le Parti de gauche, nouvellement né d'une scission surprise du PS, est évidemment confronté au défi d'assurer son existence indépendante.

La LCR, elle, a assumé sa dissolution pour se fondre dans le NPA, mais non sans difficulté pour affirmer un projet programmatique et politique clairement défini.

Dans ces conditions, pour tous, la question des orientations et des alliances pour les élections européennes de juin 2009 est venue cristalliser les choix politiques et dessiner les lignes de partage. Il s'agit, en effet, d'une échéance susceptible de lier les défis liés à l'Union européenne face à la crise, les alternatives aux politiques menées à ce double niveau par la droite conservatrice et la social-démocratie, et les perspectives de rassemblement politique possible.

Pour les partis prisonniers du néolibéralisme, la droitisation s'aggrave : les Verts ont décidé de rallier la liste écologiste et libérale menée par Daniel Cohn-Bendit, le PS rabiboche les divers belligérants de ses guerres domestiques pour affronter cette échéance difficile sur une même orientation de participation acritique à la construction de l'Europe libérale.

Du côté de la gauche qui en 2006 a soutenu le « non » au Traité constitutionnel européen, l'offre d'un Front de gauche avancée par le PG et le PCF

n'a pas convaincu les composantes possibles d'un rassemblement pour une autre Europe. Lutte Ouvrière a annoncé sa décision d'aller à l'élection sous ses propres couleurs et d'y promouvoir sa nouvelle porte-parole. Le POI (Parti ouvrier indépendant) celle de ne pas participer à cette compétition.

Le NPA a préconisé un « accord durable » avec les forces de la gauche antilibérale, mais en posant pour une alliance aux européennes des conditions rendant celle-ci impossible, ce qui le conduit à présenter ses propres listes.

Plutôt que déplorer – ou railler – le tableau d'ensemble ainsi présenté, il convient de comprendre qu'il indique combien la gauche, confrontée à la crise du système, est elle-même dans une crise profonde. Les mouvements contradictoires qui l'agitent, entre souci d'innovation et réflexes de conservation, entre volonté de modernisation et exigence de continuité, entre impératif unitaire et préoccupations identitaires, se développent sur un fond de désagrégation des modèles qui auparavant la structuraient.

La voie réformiste, de transformation de la société, est obstruée. Les partis s'en revendiquant, au premier chef le PS, révèlent une impuissance qui les empêche de jouer leur rôle d'opposition au pouvoir de droite, de répondre un tant soit peu aux aspirations sociales, et donc leur interdit de légitimer aux yeux du peuple un projet d'exercice du pouvoir. Quant à la voie révolutionnaire, de changement de système, elle peine grandement, au-delà de quelques professions de foi, timides ou tonitruantes, à s'incarner dans une stratégie un minimum construite et une orientation quelque peu convaincante.

D'où un écart béant entre les discours tenus dans le champ de la politique officielle et les demandes venant de la société. L'image de l'archipel, évoquée par Roger Martelli pour le communisme, paraît pouvoir s'appliquer à l'ensemble de la réalité militante sur laquelle s'appuient les partis politiques de gauche : les solides familles politiques du passé ont laissé place à des agrégats qui se séparent ou s'éloignent selon les moments et les sujets. Un archipel que menace le cyclone de la crise capitaliste, dont les vents mauvais balayaient déjà un paysage préalablement fragilisé.

Certes, les partis politiques, au premier chef le PS, conservent la maîtrise des représentations institutionnelles, mais dans une distanciation croissante avec les réalités sociales, que selon toute probabilité vont accélérer les mobilisations que les attaques capitalistes appellent.

Au centre de l'archipel, le Parti socialiste.

Grandeurs et misère de la social-démocratie

Au cours de la période qui suivit Mai 68, le Parti socialiste, refondé par Mitterrand, a échappé au triste sort que paraissaient lui réserver les compromissions avec le pouvoir sous la IV^e République et ses excès de zèle colonialiste. Il en est même venu à progressivement instaurer son hégémonie sur la gauche. Et ce grâce à une belle promesse, qui était celle d'une victoire électorale ouvrant la porte à la rupture avec le capitalisme et autorisant une vie nouvelle. De ces expériences gouvernementales de gauche (prolongées presque sur un double septennat, puis avec le gouvernement Jospin) les autres composantes de la gauche sont sorties exsangues : marginalisées

pour celles qui avaient refusé de s'inscrire dans cette alliance, satellisées pour les autres, et précipité dans un déclin irréversible pour ce qui est du PC.

Quant au PS, la pratique du pouvoir l'a transformé en un parti apte à assumer les responsabilités gouvernementales sous contrainte d'un néolibéralisme triomphant. Dans le même temps, au long des années 1980 et 1990, sous la violence des coups portés par le capitalisme, la classe ouvrière s'est trouvée dans l'incapacité d'organiser une contre-offensive au niveau exigé. Elle a vu sa combativité fléchir, ses forces décliner dans nombre de bastions industriels, et ses attachements aux partis de gauche se déliter.

Ainsi le PS en est venu à assumer un réformisme sans réformes, notion certainement plus adaptée que l'oxymore *social-libéralisme*. Et, en l'absence de contre-tendances du fait de l'affaiblissement général du mouvement ouvrier et de la mise en crise des autres partis de gauche, son institutionnalisation croissante s'est accompagnée d'un affaïssement idéologique. Dès lors, la ligne de pente fut celle de la mise en cohérence de l'idéologie et de la pratique. L'identité revendiquée devenait celle d'un parti structurellement fonctionnel à l'exercice du pouvoir. Les coordonnées politiques héritées de la tradition sociale-démocrate s'en voyaient dénoncées comme autant d'archaïsmes encombrants.

Le modèle blairiste – relativisation du social au profit du « sociétal », voire du sécuritaire, impératif de la modernisation capitaliste... – tendait d'autant plus à s'imposer qu'il s'est longtemps présenté comme autorisant une installation durable au pouvoir sans que les ruptures avec la tradition ne provoquent des échecs électoraux.

Pourtant, le modèle en question s'est avéré moins porteur de ce côté-ci de la Manche : les désillusions de l'électorat de gauche et la désaffection des classes populaires à l'égard des élections en général et du PS en particulier ont conduit à des déconvenues successives lors des rendez-vous décisifs de l'élection présidentielle. Le double échec de Jospin et de Royal représenta un bilan qui invitait à un choix : prendre en compte la fragmentation de la gauche extérieure au PS, renoncer aux formules d'Union de la gauche et aller plus loin dans la « modernisation », en s'assumant comme un parti démocrate rompant officiellement avec les références social-démocrates pour nouer des alliances avec le centre droit. Une telle solution reste toutefois grosse de déchirements internes et susceptible de libérer un très important espace politique à gauche. En outre, en termes de stricte arithmétique électorale, rien ne garantit que la perte d'électeurs à gauche, en particulier dans les classes populaires, sera compensée, au centre, par le gain d'électeurs des couches moyennes et supérieures du salariat.

Un bipartisme dévoyé

Pour comprendre ces difficultés il convient de revenir sur la tendance au bipartisme inscrite dans les institutions de la V^e République, et dont le PS a interiorisé les exigences. Bipartisme qui voudrait que le jeu politique se présente construit sur deux offres politiques et sociales différentes, sinon opposées, qui permettent à chaque camp de se consolider avant de s'élar-

gir au second tour des élections, au nom du rejet de l'adversaire. Mais ce bipartisme idéal se voit dévoyé : en fonction d'une dynamique présidentielle croissante, le système se trouve dominé par des logiques plébiscitaires – renforcées par les médias – qui imposent une personnalisation outrancière et le recours de type bonapartiste à l'homme ou la femme providentiel.

Le paradoxe est que Jospin, sans doute le moins enclin personnellement à épouser ces nouvelles configurations, les a favorisées en instaurant le quinquennat et l'inversion du calendrier entre présidentielle et législatives. Et pour sa campagne de 2002, en adoptant dès le premier tour une posture de deuxième tour : parier sur le rejet de Chirac et présenter un « programme non socialiste ». Il s'y est brisé. La crise aggravée du PS qui s'en est suivie a ouvert la possibilité pour Royal de miser sur cette même logique plébiscitaire, en jouant de sa popularité dans l'opinion pour s'imposer en interne. Avant d'échouer également au deuxième tour face à Sarkozy.

Ces scénarios reposent sur une compréhension mécanique du bipartisme, selon laquelle l'usure du pouvoir provoque un jeu de balancier qui conduit à une alternance obligée entre les deux partis hégémoniques. Mais c'est oublier la politique, et l'on serait tenté d'accuser Jospin et Royal de s'être montrés infidèles aux leçons de Mitterrand, grand expert en ruses institutionnelles... D'autant que, ironie de l'histoire, c'est Sarkozy qui en ce domaine apparaît comme le disciple secret de l'auteur du Coup d'Etat permanent. N'est-ce pas celui-là qui, pour les appliquer à droite, copie les recettes dont celui-ci a usé au profit de la gauche ?

Règle numéro 1 : pour accéder au pouvoir dans le cadre de la V^e République, c'est-à-dire pour gagner l'élection présidentielle, il est impératif de construire son camp en opposition frontale avec l'adversaire. Mitterrand renoua le PS pour permettre l'alliance avec le PC et la constitution de l'Union de la gauche. Application sarkozyenne : ancrer la droite fortement à droite et la blinder d'un programme de reformatage global de la société, sur le modèle néo-conservateur américain, et absorber l'extrême-droite en lui empruntant sa rhétorique sécuritaire et autoritaire à relents xénophobes. Donc la stricte logique politiquement bien comprise du bipartisme.

Mais règle numéro 2 : pour s'installer durablement au pouvoir, et compenser les accommodements et renoncements qui en découlent, diviser l'adversaire. Donc ne pas faire preuve d'une confiance aveugle dans les vertus d'alternance qu'on dit être la conséquence du bipartisme. Sarkozy ne dissimule pas vouloir rééditer contre la gauche ce que Mitterrand avait fait à la droite avec Le Pen.

Sarkozy croit-il, lui, aux vertus naturelles du système lorsqu'il affermit sa mainmise sur l'ensemble des médias, renforce son hyper-présidentialisme, et met face-à-face une UMP réduite à l'état d'ectoplasme politique et un PS pilonné en permanence ?

Ainsi, alors que l'horizon institutionnel du PS reste cette même promesse d'alternance dont le bipartisme est censé être porteur, Sarkozy a engagé une offensive qui n'est pas seulement de division et de paralysie, mais bien de désintégration de la gauche.

Son projet conduit à changer les structures mêmes de la société, et par voie de conséquence à saper les bases sociales de la gauche. Les commentateurs de droite l'ont expliqué clairement dès la victoire de Sarkozy : pendant que la gauche s'efforcera de préparer 2012, la droite va travailler à changer la société... Donc, au terme du quinquennat, la donne ne sera plus la même et ceux qui ne l'ont pas compris se verront fort dépourvus ! Le PS, n'ayant pas entendu le message, s'est trouvé frappé d'impuissance face à la politique de Sarkozy, et a dû assister médusé aux débauchages de figures socialistes. Car, quitte à exaspérer son propre camp, Sarkozy se livre à une entreprise systématique de démoralisation de la gauche et travaille à dégrader ses références cardinales. Dans le même temps, il entretient un climat visant à la fois à valoriser et à diaboliser l'extrême-gauche, dont on explique qu'elle est un allié indispensable du PS s'il veut rassembler une majorité électorale : présenter le PS, au moment où il glisse vers des alliances au centre, comme prisonnier de l'extrême-gauche, c'est travailler à le discréditer et à l'écarteler.

Ces mouvements de transformation en profondeur de la gauche en général et du PS en particulier ne peuvent qu'être accélérés et aggravés par les développements de la crise. Ainsi est exclue l'hypothèse du retour au *statu quo ante*.

Les inconnues de l'équation

D'un côté, il est difficile de prévoir en quel état va se retrouver la droite au terme de plusieurs années de pratique sarkozyste du pouvoir. Et, dans le contexte de crise et compte tenu des difficultés croissantes du régime, il est pour le moins douteux que l'extrême droite reste indéfiniment au tapis et ne renaisse pas sous des formes nouvelles.

De l'autre côté, le PS reste installé comme parti central, de par son rôle parlementaire, sa force sociale et institutionnelle, ses positions à la tête d'un nombre impressionnant de communes et de régions. Mais il s'agit d'un parti, non seulement privé de projet politique cohérent, mais mis en difficulté au cœur de son assise électorale.

De ce point de vue, un des éléments clés de la situation, lui aussi appelé à se trouver dramatisé par la crise, est le fait que *l'électorat de gauche* tend de plus en plus à se distinguer – sinon se dissocier – de *l'électorat populaire*. Réalité qui hier a permis au PS de mettre en œuvre une politique social-libérale sans se trouver en butte à une contestation trop forte, mais où se trouve inscrit le risque d'une rupture majeure de sa fonctionnalité de parti gouvernemental (ce que confirment ses échecs successifs lors des dernières élections présidentielles).

L'affaiblissement sans retour du PC est pour une bonne part à l'origine de cette prise de distance de l'électorat populaire avec ses anciennes attaches politiques aux diverses familles de la gauche. Les suffrages de cet électorat paraissent aujourd'hui fluctuants, sensibles à des offres politiques fortement plébiscitaires (par exemple lors du deuxième tour de l'élection présidentielle avec les candidatures Royal et Sarkozy). Un électorat qui de-

main, avec les développements de la crise, peut être disputé par des forces aussi opposées que l'extrême-gauche et l'extrême-droite.

Du coup le PS se trouve au pied du mur : pour s'installer solidement comme parti central du système, il lui faut, comme l'explique Henri Weber, s'appuyer sur 30 à 35 % de l'électorat, et le fait même que cet objectif apparaît aujourd'hui hors de portée accélère ses divisions et sa crise existentielle.

Répondre à la crise du mouvement ouvrier suppose donc de relever le défi que représente le PS dans l'actuelle situation.

Sortie de crise : quelle direction ?

Le PS, sa politique et son rôle dans la société suscitent des dénonciations nombreuses et multiples, y compris venant de ses propres rangs. Mais toutes ces critiques trouvent leur limite avec la question de savoir quelle alternative, politique et organisationnelle, lui opposer.

Tant qu'on reste prisonnier des rhétoriques anciennes, on a tout loisir de concilier la volonté de s'en démarquer et la préservation d'un jeu commun possible lorsque les circonstances en imposent la nécessité. De l'intérieur, on opposera au social-libéralisme l'exigence social-démocrate (*modernisée, bien sûr*) ; à l'extérieur, on critiquera l'opportunisme réformiste, mais face à la droite on sacrifiera aux nécessités de l'unité de la gauche (version PC), ou on stigmatisera les trahisons socialistes sans brader les contraintes du front unique (version trotskiste), etc. Quant aux électeurs de gauche, ils continueront à déplorer les renoncements du PS pour, au final, se résigner une fois de plus à voter en faveur de ses candidats, à moins qu'ils ne *protestent* ou se réfugient dans une abstention frondeuse. Et se perpétuera le cycle des déceptions et des accommodements, des échecs et des démoralisations... Jusqu'à ce que la droite, aidée par la crise, ne parvienne en France à rééditer son succès italien : faire disparaître la gauche du champ de la politique parlementaire.

Pour tenter de sortir de ces pièges, il convient peut-être de se poser une question d'apparence naïve, qui est, au-delà des références idéologiques, de savoir ce *qu'est* effectivement le PS.

Henri Weber propose une grille d'analyse qui mérite considération en ce qu'elle permet de comprendre en quoi ce parti représente une force fonctionnelle, ici et maintenant. Il pointe le fait que le PS génère des élus à tous les niveaux de la société française et de son système politique. Quelle que soit la propension naturelle des élus à cumuler les mandats et à s'accrocher à ceux qu'ils ont conquis, cette capacité à entretenir des flux renouvelés d'élus s'explique, certes, par le fait que ce parti dispose des moyens de fournir postes et carrières en nombre. Mais elle renvoie aussi à cette donnée qu'il capte des militants qui aspirent à une action politique jugée efficace et à prendre des responsabilités dans la Cité. Sans oublier le fait que l'énergie de cette machinerie est celle fournie par des millions d'électeurs qui, non sans raison, considèrent que, face à la droite, le seul recours dans le cadre institutionnel est représenté par le PS et... ses élus !

On ne construira pas une perspective de sortie de crise pour le mouvement ouvrier, sans proposer une alternative à cette réalité-là. Une alternative, c'est-à-dire une force *indépendante* de lui, rompant absolument et dans la durée avec la logique social-libérale et l'institutionnalisation qui à présent apparaissent comme inscrites dans sa nature même. Mais une force qui s'avère en capacité militante et électorale d'atteindre une masse critique suffisante pour apparaître comme capable de disputer son hégémonie sur la gauche.

Ces deux exigences ne sont pas mécaniquement et facilement compatibles. D'où la contradiction qui explique les échecs répétés de la gauche à gauche du PS. Soit l'indépendance assumée par une extériorisation au regard de la confrontation politique d'ensemble, et qui condamne à rester enfermé dans l'espace borné de l'extrême-gauche ; soit le souci de peser électoralement et de gagner une crédibilité qui conduit à céder aux conditions imposées par des alliances avec le PS pour se tailler une place sur le champ institutionnel.

Seul un processus dynamique de transformation de la gauche peut donc permettre de dépasser cette contradiction, de bousculer les réalités organisationnelles établies, d'opérer un ressourcement dans les classes populaires, leur diversité et leurs exigences, et d'impulser un processus de contrôle et d'auto-organisation populaires.

Dans les mois qui viennent une triple conjonction – les nécessaires mobilisations sociales face à la crise capitaliste, les réactions de plus en plus nombreuses et fortes aux dégâts provoqués par la politique sarkozyste, la confrontation politique quant aux enjeux européens – va précipiter les choix face auxquels se trouve la gauche française.